

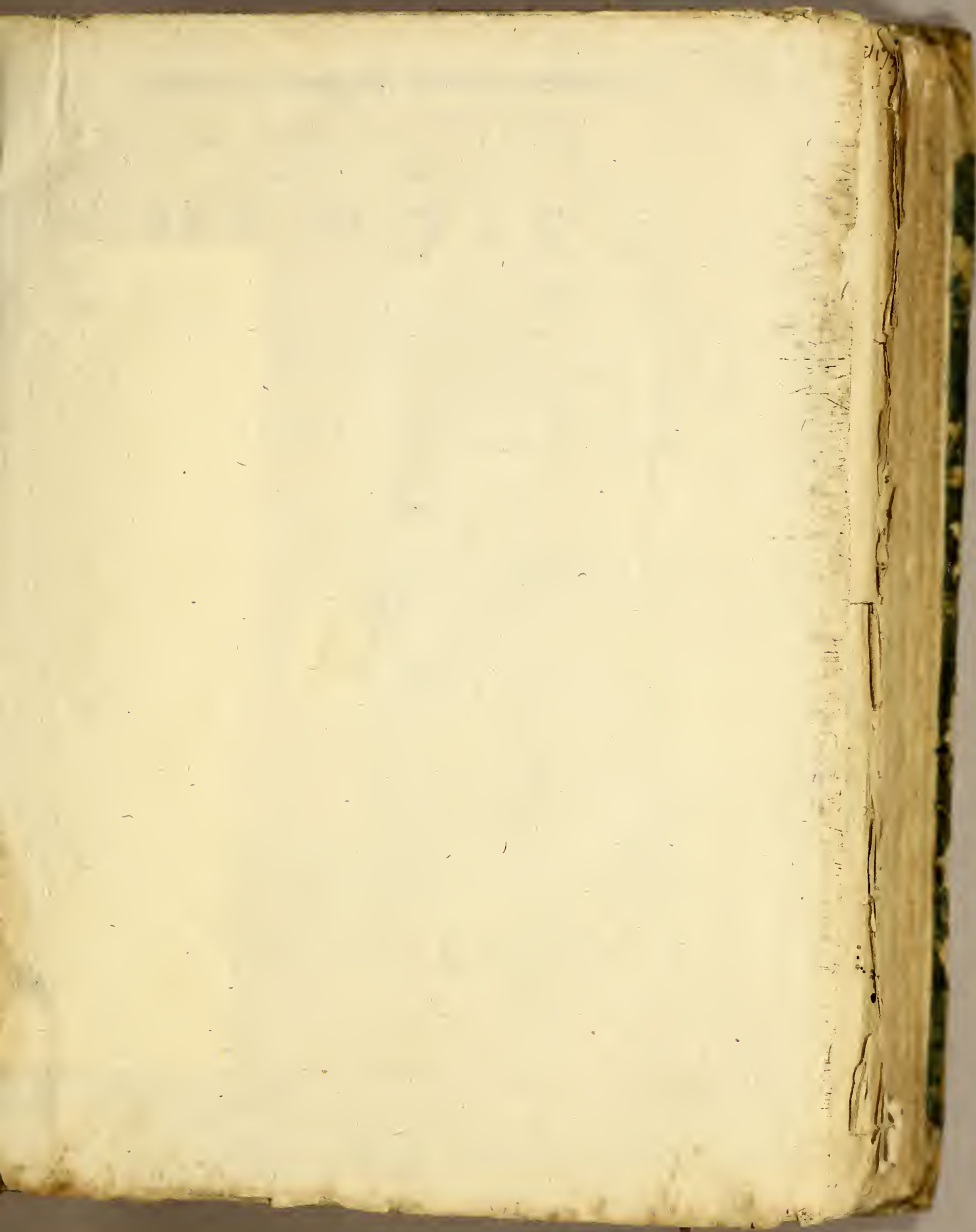




A13c



John Carter Brown  
Library  
Brown University



10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100

batimens bordelais, 1815



Troisième Mois.

*Decret sur les Etrangers*  
*lettre De Polverel.* N<sup>o</sup>. 32.

# COURRIER POLITIQUE

## DE LA FRANCE ET DE SES COLONIES.

PHILADELPHIE, le Samedi 30 Novembre 1793.

*The liberty of the press is the palladium of all civil, political, and religious rights of freemen. JUNIUS.*

*Décret contre les Etrangers rendu dans la séance conventionnelle au 10 Septembre.*

LA convention nationale considerant que les puissances ennemies de la republique, au mepris des droits de la guerre et des nations, se servent pour lui nuire, de ceux la meme qui eprouvent tous les jours les effets de sa bienveillance ;

Considerant que la surete publique commande des mesures de precaution que les principes d'union et de fraternité avaient rejettés jusqu'a ce moment, decrete ce qui suit :

Art. I. Les etrangers nés dans le territoire des puissances en guerre avec la republique, seront arrêtés et mis en lieu de surete jusqu'a ce qu'il en soit autrement ordonne par la convention nationale.

II. Les artistes, les ouvriers et tous ceux qui sont employes dans les boutiques de travail ou dans les manufactures, sont exceptés de ce decret, a condition que deux citoyens de leur commune, certifieront de leur patrieisme.

III. Sont aussi exceptés de ce decret, tous ceux qui sans être artistes ou ouvriers, ont donné des preuves de leur civisme et de leur attachement a la revolution française depuis qu'ils résident en France.

IV. Pour attester leurs principes, les etrangers seront tenus, huit jours après la publication de la présente loi, de se rendre à l'assemblée du conseil general de la commune ou de la section a laquelle ils appartiennent, et d'y produire savoir : les artistes et les ouvriers, les deux temoins qui doivent répondre, d'eux, et les autres, les pieces justificatives ou preuves de leur civisme.

V. Tout citoyen aura le droit d'alloquer contre eux les faits qui pourraient donner des soupçons sur la pureté de leurs principes, et si ces faits sont reconnus vrais, les accuses seront mis en etat d'arrestation.

VI. Si leur civisme est reconnu, les officiers municipaux ou des sections, leur declareront que la republique française leur accorde les avantages de l'hospitalité ; leurs noms seront inscrits sur la liste des etrangers qui sera affichée dans la salle de chaque maison commune, et on leur delivrera un certificat d'hospitalité.

VII. Ils ne pourront sortir, ni changer de domicile, sans être munis de leurs certificats qu'ils seront obligés d'exhiber toutes les fois qu'ils en seront requis par les autorités constituées. Ceux qui contreviendront a cette disposition, seront arrêtés comme suspects.

VIII. Seront sujets a la meme peine ceux qui ont fait l'agiotage ou qui vivent de leurs revenus sans rien faire, ou sans propriétés connues.

IX. Ceux qui seront convaincus d'espionnage, ou d'avoir entretenu correspondance, soit avec les puissances combinées, soit avec les emigrés ou avec tels autres ennemis de la France, seront punis de mort, et leurs biens confisqués au profit de la republique.

X. Ceux qui ne se seront pas présentés dans les huit jours après la publication de cette loi, devant leur municipalité ou leur section, pour obtenir leur certificat d'hospitalité, seront punis de dix années de fers, a moins qu'ils ne puissent justifier de maladie ou d'absence.

XI. Seront punis de mort ceux qui seront decouverts sous un deguisement quelconque, ou qui seront supposés être d'un autre pays que celui ou ils auront été nés.

XII. Les etrangers nés chez les puissances en guerre avec la republique, et qui entreront en France après la publication du présent decret, seront déclarés conspirateurs, et comme tels punis de mort.

XIII. Les enfans des etrangers qui peuvent avoir été envoyés en France pour leur education, auront la liberté d'y rester, pourvu que les personnes qui en sont chargées repondent de leur civisme.

XIV. Quant aux etrangers nés chez les puissances avec lesquelles la republique n'est point en guerre, ils seront obligés de justifier de leur civisme, comme il est prescrit pour les autres etrangers, et dans le cas où on leur refuserait des certificats d'hospitalité, ils seront tenus de quitter le territoire de la republique dans 15 jours.

XV. Il est ordonné aux autorités constituées d'exécuter rigoureusement le présent decret, sous peine de repondre personnellement des evenemens.



*Londres, 27 Septembre.*

( 126 )

Un autre courrier du comte de Yarmouth est arrivé mercredi. Il ne paraît pas qu'il ait apporté de nouveaux détails sur la victoire remportée sur les Français le 14 du courant. Le duc de Brunswick était encore à leur poursuite.

28 *Septembre.* Les dernières lettres particulières reçues de l'armée, portent que la tranchée est ouverte devant Maubeuge, et que l'armée assiégeante est sous les ordres du général autrichien comte Wenzel de Colloredo. On croit que la prise de cette place terminera la campagne.

Le général Omeara, commandant à Dunkerque, et qui avait été destitué, parce qu'on le soupçonnait de correspondre secrètement avec le duc d'York, s'est échappé. On assure qu'il est arrivé en Angleterre.

*Portsmouth, 25 Septembre.*

L'avant garde a mis à la voile ce matin, pour aller joindre la flotte du lord Howe. Le *Dedale* part ce soir.

Le vaisseau le *Boyne* est prêt pour la même destination, ou pour toute autre qu'on voudra lui donner.

*Lettre (1) des Commissaires civils, délégués à Saint-Domingue, à l'homme de couleur Du vignau, gerant de l'habitation la Riviere et Geraud, au Canton d'Emmery.*

Cap, le 18 Juillet, l'an 2 de la republique.

*Les Commissaires civils de la R. F. à Du vignau, commandant militaire d'Emmery.*

Brandicourt (2) était l'enfant gâté de la republique ; il lui devait son existence. Il a trahi sa patrie ; il a livré son poste ; il a livré sa troupe et ses armes ; il a voulu livrer aussi un autre poste qui était sous ses ordres. A qui désormais nous fier ? Nous n'en favons rien.

Vous enfant du 4 avril, vous et tous vos freres, abandonnez - vous la republique, qui n'existe que par l'égalité ? Nous laisserez - vous seuls soutenir la

(1) Du vignau s'étant empressé dans le temps de rendre publique cette lettre, et craignant les conséquences de son indiscretion, voulut passer dans la partie espagnole avec un certain nombre de ses freres ; il fut arrêté et conduit dans les cachots du Port-au-Prince avec les blancs de son quartier.

(2) Ce M. Brandicourt commandait le cordon de l'Ouest après l'emigration de M. de Neuilly. Il émigra bientôt lui-même avec les troupes qu'il avait sous ses ordres.

colonie et la republique ? Nous la soutiendrons au péril de nos têtes, et nos têtes ne tomberont pas.

Prenez garde aux blancs qui vous entourent : leurs principes sont detestables. Si vous vous laissez égarer ou dominer par eux, vous vous perdrez avec eux. Les Espagnols et les brigands ont l'audace de vous attaquer ; ils brûlent et pillent ; ils vous font beaucoup de mal : combattez les, repoussez-les, entrez chez eux si vous le pouvez ; vous avez du renfort en hommes ; vous avez reçu une piece de canon de 4 et deux cens livres de poudre ; vous en recevrez incessamment. Nous allons prendre des mesures pour que vous receviez aussi des munitions de bouche ; mais quel que soit le succès, ce ne fera ni par les Espagnols ni par les brigands que la colonie perira ; ce sera par les contrariétés que nous éprouverons de la part des propriétaires. Les désastres du Cap ont déjà causé une grande secousse ; encore un pas en sens contraire à la direction que nous donnons, et tout est bouleversé. Nous ne serons plus les maîtres d'arrêter le torrent. Le sol ne perira pas ; les productions renaîtront ; mais les propriétaires ne seront plus les memes. Si l'on cede aux Espagnols ou aux brigands, ou si l'on molit devant eux, disons mieux, si nous ne faisons pas la conquête de l'Espagnol, les Espagnols et les brigands envahissent tout, pillent, brûlent et devastent tout. Si vous contrariez les mesures que nous prendrons pour preparer graduellement, sans nuire à la culture, un affranchissement qui désormais est inevitable, cet affranchissement se fera tout à la fois par insurrection et par conquête, et dès-lors plus de culture, plus de propriétés. *Que deviendra meme la sureté personnelle de chaque homme libre, quelque soit sa couleur ?* Il ne restera plus à Saint-Domingue que le sang pur des Africains, et le sol ne sera plus qu'un monceau de cendres et de ruines.

Vous avez parmi vous des philanthropes imprudens, qui voudraient l'affranchissement subit et universel. Ceux-là n'ont pas calculé ce que produirait cette revolution, avec des hommes qui ne sentent pas encore la nécessité du travail, parce qu'ils n'ont encore que des jouissances bornées, et par conséquent peu de besoins. Vous avez des aristocrates de la peau comme il y en a parmi les blancs ; car ceux-ci n'humilient que leurs enfans, et ne les tiennent pas éternellement dans les fers ; et vous, c'est de vos peres que vous vous declarez les ennemis ; ce sont vos peres que vous voulez tenir éternellement dans l'esclavage. Vous voulez être au niveau des anciens libres, et vous voulez conserver à jamais les monumens de votre origine servile !

Ayez donc enfin, un republicanisme pur ; osez vous élever à la hauteur des droits de l'homme ; songez que le principe de l'égalité n'est pas le seul, que celui de la liberté moule avant lui, c'est bien assez.

C'est beaucoup trop que les intérêts mal entendus de la culture coloniale, nous aient forcés de com-



poser jusqu'apresent, avec les premières lois de la nature ; que la crainte des excès que pourrait commettre une peuplade encore brute, nous force d'attendre que la civilisation soit commencée. Avant de la déclarer libre, ne lui laissez donc pas du moins, le tems de sentir sa force et de déclarer son indépendance, car alors tous les maîtres sont perdus.

Signé, POLVEREL ET SONTONAX.

Philadelphie, le 30 Novembre.

Le ministre de la republique française a donné 200 gourdes aux pauvres américains de Philadelphie. Cet acte de charité a été publié dans toutes les gazettes du continent à la suite des victoires que S. E. fait remporter aux sans colottes de France.

Les méchans affectent de faire remarquer aux bons cette petite tactique. Ils voudraient insinuer que les Etats-Unis payeront cher, s'ils n'y prennent garde, les petits présents de l'ambassadeur des Jacobins. Mais c'est peine perdue. Le citoyen Genet a rassuré tout le monde par une lettre qu'il vient d'adresser à tous les consuls de sa republique dans les Etats-Unis. Cette piece calculée pour servir de memoire justificatif aux crimes dont les jacobins ont effrayé la terre, représente les français réfugiés ici, surtout ceux qui ont sauvé quelques debris de leur fortune, comme des hommes très dangereux, en ce qu'ils font, dit l'auteur, craindre aux américains, que son excellence et ses agens, ne repetent ici les scènes de sang et de feu par lesquelles ses freres Sontonax et Polverel ont dévoré St-Domingue ; en ce qu'ils font craindre aux américains que leurs propriétés qui sont sous la sauve garde de la loi, comme l'étaient celles des français d'Europe et des colonies, ne devienne la proie des jacobins qu'il protège, qu'il arme et qu'il foudroie. Il previent que les colons ont bien mérité leurs infortunes par leur orgueil et leur insignifiance ; il denonce leur dessein de voler à leur patrie, l'estime et la confiance des autres nations. Il dit s'être d'abord intéressé à leur sort et avoir fourni des secours à ceux qui en avaient besoin, lorsqu'ils n'étaient encore que malheureux ; il annonce qu'il va les faire connaître à la nation, et ordonne à ses consuls de poursuivre devant les tribunaux et de faire infliger un châtiment exemplaire à ceux qui calomnient ses faits ou ses intentions ; à l'exemple de Sontonax et de Polverel qui denonçaient leurs pretendus calomniateurs, qui les faisaient assassiner, qui les envoyaient en France ou dans le continent américain, tandis qu'ils lisaient les chaînes de l'esclavage au mépris des sermens qu'ils avaient faits à la face des autels de ne jamais attenter à l'esclavage nécessaire dans les colonies.

Citoyen Genet ! Ou personne ne te calomnie, ou tout le monde te calomnie ; et les colons de Saint-

Domingue, et les américains, et tes satellites toi même.

Si tu aime la paix, si ton intention n'est pas de semer la discorde et la division dans les Etats-Unis d'en bouleverser le gouvernement, d'y repandre sang et d'y allumer des incendies, et si tu veux qu'en soit persuadé, commence par changer de conduite ne caresses plus servilement le peuple Américain ; n

plus la liberté comme l'absence de tout ordre, de toute subordination ; ne prouve plus par tes actes, la vérité des menaces qu'on t'attribue n'insultes plus les fonctionnaires publics que tu t'étudies à outrager ; renonce aux intrigues perfides au moyen desquelles tu sembles vouloir entraîner le peuple paisible et fortuné de ces climats, dans le parti de tes sanguinaires commettans, pour le conduire la misère et au desespoir des habitans de la France.

Si tu veux denoncer des coupables, denonce ceux qui ont violé ce territoire sur les personnes de MM de Rouvray, Kencoff et Vesin ; denonce les assassins de Saint-Domingue que tu reçois et que tu proteges ; denonce les Américains qui t'ont perdu, en se bornant à retracer dans leurs écrits, ta conduite extravagant et coupable. Mais que dis-je ? denonce plutôt ta conduite même, qui semble encourager tout le désordre que les Français de ton parti pourtent dans tout le Continent, sur tout dans la ville que tu habites. Et la denonçant, demande grace pour le passé, et promets d'agir mieux à l'avenir. Souviens toi que si l'on peut calomnier un ministre, on peut à plus forte raison lui dire la vérité. Souviens toi que jusqu'à present il a été impossible de te calomnier ; que tout dépose contre toi. Souviens toi que l'on n'a pas encore publié tout ce qui doit te démasquer, et que si par tes manœuvres sourdes ou par tes satellites, tu parvenais à faire immoler ceux dont la veracité t'épouvante ni le souvenir de tes faits, ni les infortunes que tu opprimes et que tu outrages, ne periraient avec eux.

Je te parle en homme libre, et plus libre que toi, car tes actions peuvent compromettre ta nation, et moi je ne compromets rien. M'accuseras tu de t'avoir enlevé l'estime des Américains ? mais il faudra prouver que tu l'as eue, et que c'est moi qui te l'ai fait perdre. Je défie le juge le plus corrompu, si toutefois il en existe ici, de me condamner à des dommages pour le tort que je t'ai fait ; et d'ailleurs si tu agis bien, pourquoi craindrais-tu ce qu'on peut dire ou imprimer contre ton Excellence ? Si tu fais mal, c'est toi qui t'exposes à la censure, et tu n'as rien à dire. Je suis venu me réfugier chez un peuple libre et généreux ; je sens tout le prix de l'hospitalité qu'on m'a accordée, et ce sera toujours en le tenant en garde contre ce qui pourrait troubler sa tranquillité ou perdre ses intérêts, que je me montrerai digne de jouir des avantages de son gouvernement, et que je lui témoignerai ma reconnaissance.

LE REDACTEUR.



*l'ombre de PUFFENDORFF en est à sa sixieme lettre au citoyen GENET; elle finit par prendre congé de lui pour le moment, et jusques à ce que de nouvelles extravagances de sa part l'arrachent encore au séjour tranquille des morts.*

Voici sa cinquieme lettre.

*Au citoyen G E N E T.*

A votre arrivée à Charleston, cette ville remarquable par ses mœurs douces et hospitalières, vous eûtes un accueil favorable. Vous y fûtes caressé par les hommes les plus respectables, et vous dîtes ces marques de bienveillance autant au préjugé qu'on a conçu contre l'unc des puissances ennemies de la nation française, qu'à cette persuasion que les Français étaient un peuple vertueux, dont les efforts avaient la liberté pour objet. Il est vrai qu'on ne s'y prosterna point à vos genoux avec des adresses flatteuses. Les habitants de Charleston savaient que même comme ministre reconnu, vous n'aviez à traiter qu'avec le pouvoir executif de l'union, et ne deviez avoir avec eux aucune communication publique sur des affaires politiques. Ils n'ignoraient pas qu'étant encore un simple particulier dans les Etats-Unis, toutes civilités au-dessus de celles qu'on doit à un individu respectable, seraient superflues et déplacées.

Comment avez-vous répondu à cette hospitalité généreuse et à ces marques d'affection? Piqué de n'avoir pas été seté à Charleston au son des cloches, aux salves d'artillerie, et de ne vous être pas vu entouré de citoyens avec des adresses pompeuses, vous avez saisi la première occasion d'insinuer que les habitants de cette ville n'étaient pas disposés en faveur des Français. Quelques personnes de la ville et du voisinage de Camden, admiratrices enthousiastes de votre nation, furent assez folles pour vous présenter une adresse. Dans votre réponse, vous vous exprîmâtes ainsi : " Depuis mon arrivée en Amérique, Citoyens, je n'ai jamais éprouvé autant de satisfaction que aujourd'hui. La société agréable que vous avez vue, la touchante hospitalité de quelques-uns des hommes les plus éclairés de l'Amérique, les preuves constantes de bienveillance dont vous avez été comblé à Charleston et dans la Caroline du Sud, s'effacèrent bientôt de votre mémoire à la vue d'une adresse qui vous fut présentée par quelques individus qui vous étaient entièrement inconnus. Vous continuâtes ainsi : " Et je vois que plus je pénètre dans l'intérieur de votre heureux pays; plus je communique avec ces généreux vétérans qui jouissent aujourd'hui des bienfaits de la vie rurale, après avoir si bravement combattu pour la cause de leur pays et de la liberté, plus je trouve que mes concitoyens ont dans ce Continent des frères et des amis. En disant que plus vous vous éloigniez des bords de la mer, plus vous trouviez d'amis de la France,

vous voulûtes faire contraster les dispositions des habitants du haut avec celles des habitants du bas pays et vous établîtes ce qui dans le fait était sans fondement. Si je suis bien informé, le peuple de la Caroline du Sud est en general ami de la France, et la seule différence qu'il y ait entre les habitants de Charleston et ceux de Camden, est que les premiers sont mieux instruits des nouvelles, qu'ils savent apprécier à sa juste valeur, le mérite des meneurs de la France; qu'ils se feraient bien gardes d'enfreindre la constitution, en présentant des adresses à des agens étrangers, et que les derniers, privés de ces avantages, se sont livrés sans réflexion à une impulsion mal dirigée.

Ce n'est pas qu'on doive blamer le peuple de Camden de n'avoir pas prévu les conséquences dangereuses qui devoient probablement en résulter de leur conduite irréfléchie; mais vous qui étiez plus versé dans les affaires diplomatiques, deviez sentir qu'en recevant une adresse publique, et en y faisant une réponse publique, vous manquiez de respect aux autorités constituées de la nation chez laquelle vous étiez envoyé.

*La suite au numéro prochain.*

#### A V I S.

Le Rédacteur donne avis qu'on ne souscrit, pour Philadelphie, que chez lui-même, seconde rue Sud, N° 181. Il prie les Receveurs des autres Villes de lui faire passer le prix des souscriptions qu'ils ont reçues, pour le mettre en état de payer les frais d'impression. On trouve chez lui des Collections complètes du trimestre du Radoteur et de celui du Courrier politique.

3 On a besoin d'un jeune negre français, ou d'une négresse qu'on louera au mois. S'adresser au bureau de ce journal.

3 Il a été égaré divers billets, comptes arrêtés, dossiers et divers billets de la Subvention établie au Cap. Les personnes qui les auront trouvés, soit en partie, soit en totalité, sont instamment priées d'en faire un ou plusieurs paquets cachetés à l'adresse de MM. Foucher, frères à qui ces mêmes papiers appartiennent et de faire mettre le tout au bureau de la poste.

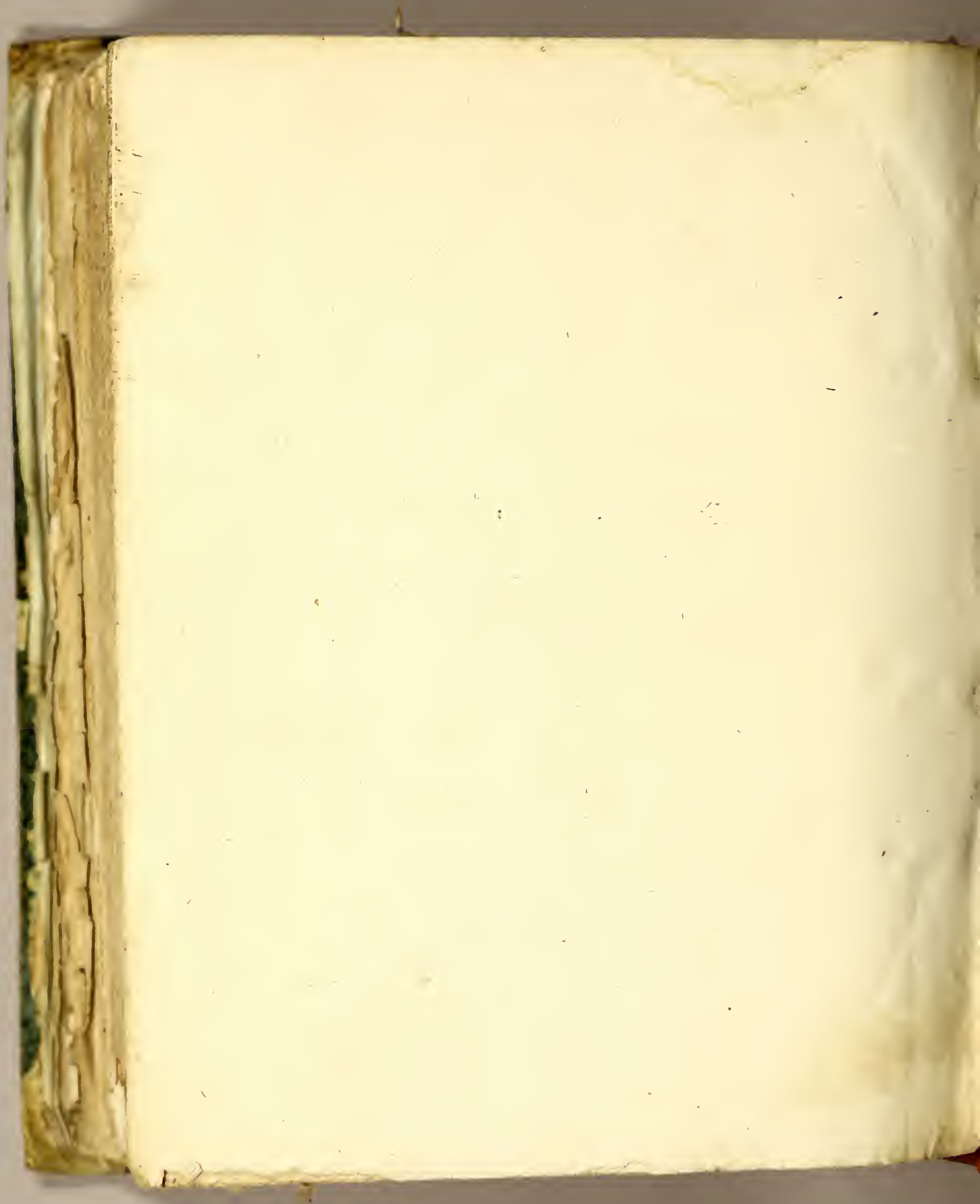
3 M. Clarens, coiffeur, ci-devant établi au Cap, offre ses services aux dames. Il excelle, sur-tout, dans la coupe des cheveux.

Madame Clarens son épouse, marchande de modes de Paris, fait et vend des chapeaux, bonnets, pous, et mouchoirs à la créole dans le dernier goût; elle garnit les robes, fait des habits de bals, mantelets, pelisses, falles, manchons et tout ce qui concerne son état. Leur demeure est troisième rue Nord, N° 19.



Chose publique le perme et l,







E789  
T653w  
1-Size  
v. 3



